

ASSOCIATION DEVELOPPEMENT CULTUREL DE GAP ET DES HAUTES-ALPES

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

Siège social :
137, bd Georges Pompidou
05000 GAP

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2025



1 ter, Rue Carnot
05000 GAP

Société de Commissaires aux comptes membre de la Compagnie d'Aix-Bastia

ASSOCIATION DEVELOPPEMENT CULTUREL DE GAP ET DES HAUTES-ALPES

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

Siège social :
137, bd Georges Pompidou
05000 GAP

RAPPORT DU COMMISSAIRE SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2025

A l'Assemblée Générale de l'association ASSOCIATION DEVELOPPEMENT CULTUREL DE GAP ET DES HAUTES-ALPES,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association ASSOCIATION DEVELOPPEMENT CULTUREL DE GAP ET DES HAUTES-ALPES relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

OBSERVATIONS

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points évoqués dans l'annexe aux comptes annuels dans le chapitre « Changement de réglementation comptable » sur : « le changement de méthode comptable liés à un changement de réglementation comptable concernant la mise en application à compter du 1^{er} janvier 2025 de l'ANC N° 2022-6 du 4 novembre 2022 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé ».

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du bureau et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Bureau.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Aix-en-Provence, le 17 Avril 2026



ACN AUDIT,
Alain CERAULO
Commissaire aux Comptes associé

BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/12/2025 12			Exercice N-1 31/12/2024 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net	Euros	%
ACTIF IMMOBILISE	Immobilisations incorporelles						
	Frais d'établissement						
	Frais de recherche et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Concessions, brevets, licences, marques...	38 461	34 185	4 276	4 175	101	2.42
	Immobilisations incorporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	Immobilisations corporelles						
	Terrains						
	Constructions	1 053 182	778 449	274 734	329 680	54 947	16.67
	Installations techniques Matériel et outillage	1 656 848	1 432 455	224 394	200 535	23 859	11.90
	Immobilisations corporelles en cours	3 591		3 591	3 591		
	Avances et acomptes						
	<i>Biens reçus par legs/dons destinés à être cédés</i>						
	Immobilisations financières (1)						
	Participations et Créances rattachées						
	Autres titres immobilisés	3 141		3 141	3 141		
	Prêts						
	Autres	640		640	640		
	Total I	2 755 864	2 245 088	510 776	541 763	30 987	5.72
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en cours						
	Créances (2)						
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	14 934		14 934	22 731	7 797	34.30
	Créances reçues par legs ou donations						
	Autres	161 992		161 992	134 126	27 867	20.78
	Valeurs mobilières de placement						
	Instruments de trésorerie						
	Disponibilités	381 826		381 826	470 755	88 929	18.89
	Charges constatées d'avance (2)	19 696		19 696	11 404	8 292	72.71
	Total II	578 449		578 449	639 016	60 567	9.48
Comptes de Régularisation	Frais d'émission des emprunts (III)						
	Primes de remboursement des emprunts (IV)						
	Ecarts de conversion actif (V)						
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)		3 334 313	2 245 088	1 089 225	1 180 778	91 554	7.75

(1) Dont à moins d'un an

(2) Dont à plus d'un an

BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N 31/12/2025	Exercice N-1 31/12/2024	Ecart N / N-1	
		12	12	Euros	%
FONDS PROPRES	Fonds propres				
	Fonds propres sans droit de reprise :				
	Fonds propres statutaires				
	Fonds propres complémentaires				
	Fonds propres avec droit de reprise :				
	Fonds statutaires				
	Fonds propres complémentaires				
	Ecarts de réévaluation				
	Réserves :				
	Réserves statutaires ou contractuelles	138 010	130 034	7 976	6.13
FONDS DÉDIÉS	Réserves pour projet de l'entité				
	Autres	12 682	17 839	5 157	28.91
	Report à nouveau				
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	6 222	2 819	3 403	120.72
	Situation nette (sous total)	156 915	150 692	6 222	4.13
	Fonds propres consommables				
	Subventions d'investissement	348 111	368 688	20 577	5.58
	Provisions réglementées				
	Total I	505 025	519 380	14 355	2.76
	Fonds reportés liés aux legs ou donations				
PROVISIONS	Fonds dédiés				
	Total II				
	Provisions pour risques	328	4 165	3 837	92.12
	Provisions pour charges	33 865	29 419	4 446	15.11
DETTES (1)	Total III	34 193	33 584	609	1.81
	Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)				
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	35 394	59 439	24 045	40.45
	Emprunts et dettes financières diverses				
	Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	115 224	145 418	30 194	20.76
	Dettes des legs ou donations				
	Dettes fiscales et sociales	212 314	218 434	6 121	2.80
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Autres dettes	1 952	274	1 678	611.37
	Instruments de trésorerie				
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	Produits constatés d'avance	185 123	204 249	19 126	9.36
	Total IV	550 006	627 815	77 808	12.39
	Ecarts de conversion passif (V)				
		1 089 225	1 180 778	91 554	7.75

(1) Dont à plus d'un an

Dont à moins d'un an

(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques

Mission de présentation Voir le rapport d'Expert Comptable

364 884

423 566

A2A HAUTES ALPES



COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2025	12	31/12/2024	12	Euros	%
Produits d'exploitation (1)						
Cotisations						
Ventes de biens et services						
Ventes de biens						
Ventes de dons en nature						
Ventes de prestations de service	422 694		366 809		55 885	15.24
Parrainages	700				700	
Produits de tiers financeurs						
Concours publics et subventions d'exploitation	2 043 776		1 923 609		120 167	6.25
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable						
Ressources liées à la générosité du public						
Dons manuels						
Mécénats	67 061		65 932		1 129	1.71
Legs, donations et assurances-vie						
Contributions financières						
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	5 698		117 422		111 724	95.15
Utilisations des fonds dédiés						
Autres produits	5 522		3 666		1 856	50.62
Total I	2 545 452		2 477 439		68 013	2.75
Charges d'exploitation (2)						
Achats de marchandises						
Variation de stock						
Autres achats et charges externes	1 190 515		1 150 089		40 426	3.52
Aides financières						
Impôts, taxes et versements assimilés	21 632		26 421		4 789	18.12
Salaires et traitements	858 104		891 798		33 694	3.78
Charges sociales	285 259		297 107		11 848	3.99
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	116 737		122 035		5 298	4.34
Dotations aux provisions	14 746		12 905		1 840	14.26
Reports en fonds dédiés						
Autres charges	55 644		50 872		4 771	9.38
Total II	2 542 637		2 551 227		8 590	0.34
1 - Résultat d'exploitation (I-II)	2 815		73 789		76 604	103.81

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs

(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N	Exercice N-1	Ecart N / N-1	
	31/12/2025 12	31/12/2024 12	Euros	%
Produits financiers				
De participation				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	63	63		
Autres intérêts et produits assimilés	3 875	4 152	277	6.67
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total III	3 939	4 216	277	6.57
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées	531	813	282	34.67
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total IV	531	813	282	34.67
2. Résultat financier (III-IV)	3 408	3 403	5	0.15
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV)	6 222	70 386	76 609	108.84
Produits exceptionnels				
Sur opérations de gestion				
Sur opérations en capital		79 432	79 432	100.00
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges				
Total V		79 432	79 432	100.00
Charges exceptionnelles				
Sur opérations de gestion		1 698	1 698	100.00
Sur opérations en capital		363	363	100.00
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		4 165	4 165	100.00
Total VI		6 226	6 226	100.00
4. Résultat exceptionnel (V-VI)		73 205	73 205	100.00
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les bénéfices (VIII)				
Total des produits (I+III+V)	2 549 391	2 561 086	11 695	0.46
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	2 543 168	2 558 267	15 099	0.59
5. EXCEDENT OU DEFICIT	6 222	2 819	3 403	120.72

EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2025	12	31/12/2024	12	Euros	%
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE						
Dons en nature	3 267		3 868		601	15.53
Prestations en nature	150		540		390	72.22
Bénévolat	3 408		4 836		1 428	29.53
TOTAL	6 825		9 244		2 419	26.17
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE						
Secours en nature						
Mise à disposition gratuite de biens	3 267		3 868		601	15.54
Prestations en nature	150		540		390	72.22
Personnel bénévole	3 408		4 836		1 428	29.53
TOTAL	6 825		9 244		2 419	26.17

THEATRE LA PASSERELLE

137 BOULEVARD GEORGES POMPIDOU

05000 GAP

ANNEXE DU 01/01/2025 AU 31/12/2025

A2A HAUTES ALPES

11 Avenue Francois Mitterrand

05000 GAP

0492533699



ANNEXE

SOMMAIRE

- PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

Art. 831-1 - Principes généraux	X
Art. 831-2 - Changements comptables	X
Art. 831-3 - Changements comptables - Informations complémentaires	X

- INFORMATIONS RELATIVES AUX POSTES DU BILAN ET DU COMPTE DE RÉSULTAT

- INFORMATIONS RELATIVES À L'ACTIF

Art. 832-1 - Mouvements des immobilisations, amortissements et dépréciations	X
Art. 832-2 - Détail des immobilisations, amortissements et dépréciations	X
Art. 832-9 - État des échéances des créances à la clôture de l'exercice	X

- INFORMATIONS RELATIVES AU PASSIF

Art. 832-11 - Capitaux propres	X
Art. 832-13 - Provisions et passifs éventuels	X
Art. 832-15 - État des échéances des dettes à la clôture de l'exercice	X

- INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RÉSULTAT

Art. 832-19 - Précisions relatives à certains éléments	X
Art. 832-20 - Honoraires des commissaires aux comptes	X

- INFORMATIONS RELATIVES AUX OPÉRATIONS ET ENGAGEMENTS HORS BILAN

Art. 836-1 - Engagements hors bilan donnés et reçus	X
---	---

ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

- PRINCIPES GÉNÉRAUX -

(Art. 831-I)

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2022-06 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

Dérogations

L'entité ne déroge pas aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La durée de l'exercice comptable est de 12 mois.
La date de clôture de l'exercice est le 31/12/2025

Liste des principales méthodes

Événements post-clôture

Informations significatives

DESCRIPTION DE L'OBJET SOCIAL :

Définir les grandes orientations culturelles mises en oeuvre par le théâtre La Passerelle, Scène nationale de Gap dans le cadre du contrat d'Objectif signé avec les partenaires : ville de Gap, Département des Hautes-Alpes, Conseil Régional Provence Alpes Côte d'Azur et Ministère de la Culture.

De Contrôler la gestion financière et matérielle du Théâtre La Passerelle, Scène nationale de Gap et des Alpes du Sud, dans l'accomplissement des missions de service public.

NATURE ET PERIMETRE DES ACTIVITES

Favoriser la production de spectacle des "résidences de création"

ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

Favoriser des "résidences d'accueil" ayant pour but d'exploiter le répertoire d'une compagnie et d'imaginer avec les artistes présents ses actions de sensibilisation des publics

Organiser une saison de diffusion de spectacles pluridisciplinaires

Susciter des coopérations avec d'autres équipements culturels présents à Gap, dans les Hautes-Alpes et les Alpes du Sud, visant ainsi à mettre en oeuvre une politique de développement culturel sur ce territoire.

Développement du festival TOUSTES DEHORS (enfin) ! à Gap

MOYENS MIS EN OEUVRE

La présentation de spectacles, de concerts, d'expositions, de conférences, de cinéma, d'audiovisuel ainsi que toutes formes d'expressions dans les domaines de l'art, de la culture et de la communication, permettant la diffusion et la connaissance des disciplines de l'intelligence et de la sensibilité.

OBSERVATIONS :

A compter du 1er janvier 2012, l'Association a opté pour l'assujettissement à la TVA des subventions compléments de prix.

L'immeuble à usage de théâtre est mis à disposition gratuitement par la Ville de Gap.

REMUNERATIONS ET AVANTAGES EN NATURE DES TROIS PLUS HAUTS CADRES DIRIGEANTS :

Eu égard aux obligations nées de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006, les rémunérations et avantages en nature des cadres dirigeants et bénévoles de l'association:s'élèvent globalement aux montants suivants:

- Rémunérations: 157 965,46€
- Avantages en nature: Néant.

Précisons également que l'effectif moyen a été de 26.13 personnes en equivalent temps

Valorisation des contributions volontaires

HEURES DE BENEVOLAT

Les heures de bénévolat en 2025 sont de 212,50 heures, valorisées au smic horaire 2025 chargé soit 3.408 €

A titre de précision, il est signalé que les organes de la gouvernance de l'association ne perçoivent aucune rémunération

- CHANGEMENTS COMPTABLES -

(Art. 831-2)

ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

Changement de réglementation comptable

Les changements de méthode de présentation, survenus au cours de l'exercice, suite à l'application de l'ANC 2022-06 sont les suivants :

Comptes Plan comptable Nouveau cpte 01/01/2025
au 31/12/2024

60230001 01 CACHET ARTISTIQUE 60400001
60230055 55 CACHETS ATELIER 60400055
60240080 80 ACHAT EXPOSITION GALERIE 60400080
60240001 01 CANTINE TDE 60601001
60240002 01 BUVETTE FESTIVAL TDE 60601002
60220019 19 FOURNITURE CONSOM BADIN VAR 60602019
60240023 23 BAR RESTAURATION 60603023
60240123 23 BAR BOISSON 60603123
60220023 23 FOURNITURE CONSOM BAR 60603223
60240024 23 ENTRE-SORT/VALORISATION 60603423
60240000 00 ACHATS LIBRAIRIE 60604045
79100098 AIDES SUR SALAIRES PERMANENETS Crédit 64910045
79100023 PRODUITS VALORISATION ENTRE-SORT 70880023
79100029 PRODUITS VALORISATION BADIN 70880029
79100072 O.N.D.A. 70880072
79100078 INDEMNITES D'ASSURANCES 75870078
74000085 SUBVENTIONS VILLE GAP 74100085
74000087 SUBVENTIONS DEPARTEMENT 74100087
74000089 SUBVENTIONS CONSEIL REGIONAL 74100089
74000090 SUBVENTIONS D.R.A.C. 74100090
74000091 SUBVENTIONS MPMD 74100091
SUBVENTIONS DIVERS 74100094
74000095 SUBVENTIONS SACEM/DRAC COMP.ASSOCIE 74100095
74000097 SUBVENTIONS ATELIERS 74100097
74000098 SUBVENTIONS COMMUNES EXCENT 74100098
77700000 QP SUBV VIR/R MATERIEL 74700000
77700029 QP SUBV VIR/R BADIN BATI 74700029
77700080 QP SUBV VIR/R ALCOTRA BATI BADIN 74700080
77700180 QP SUBV VIR/R ALCOTRA MAT BADIN 74700180
77700199 QP SUBV VIR/R BATI BAR 74700199

ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

Changement de méthode à l'initiative de l'entité

Changement d'estimation

Correction d'erreurs

- CHANGEMENTS COMPTABLES - Informations complémentaires

(Art. 831-3)

- MOUVEMENTS IMMOBILISATIONS, AMORTISSEMENTS ET DÉPRÉCIATIONS -

(Art. 832-1)

Etat des immobilisations

	Montant brut à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant brut à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques	33 705	4 756		38 461
Immobilisations corporelles				
Constructions	1 053 182			1 053 182
Installations techniques, matériels et outillages industriels	355 872	16 457	1 403	370 925
Installations générales, agencements, aménagements divers	525 687	9 000		534 687
Matériel de transport	19 937			19 937
Matériel de bureau et matériel informatique	568 317	64 790	227	632 880
Mobilier	98 419			98 419
Autres immobilisations corporelles	3 591			3 591
Immobilisations financières				
Autres immobilisations financières	3 781			3 781
TOTAL GENERAL	2 662 491	95 003	1 630	2 755 864

ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

Etat des amortissements

	Amortissements cumulés à l'ouverture de l'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions	Amortissements cumulés à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques	29 530	4 655		34 185
Immobilisations corporelles				
Constructions	723 502	54 947		778 449
Installations techniques, matériels et outillages industriels	301 141	13 090		314 231
Installations générales, agencements, aménagements divers	350 639	3 421		354 060
Matériel de transport	17 638	492		18 130
Matériel de bureau et matériel informatique	462 407	40 017	815	501 608
Mobilier	98 303	115		98 419
TOTAL GENERAL	1 983 160	116 737	815	2 099 082

	Durée d'utilisa- tion ou taux d'amor- tissement	Mode d'amortissement
Frais d'établissement	5 ans	Linéaire
Immobilisations incorporelles		
Frais de développement	5 ans	Linéaire
Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques	5 à 10 ans	Linéaire
Droit au bail		Non amortissable
Fonds commercial	10 ans	Linéaire
Autres immobilisations incorporelles	5 à 10 ans	Linéaire
Immobilisations corporelles		
Terrains		Non amortissable
Agencements et aménagements de terrains	10 à 20 ans	Linéaire
Constructions	20 à 50 ans	Linéaire
Constructions sur sol d'autrui	10 à 30 ans	Linéaire
Constructions	5 à 10 ans	Linéaire
Installations techniques, matériels et outillages industriels	5 à 10 ans	Linéaire
Installations générales, agencements, aménagements divers	4 à 5 ans	Linéaire
Matériel de transport	3 à 5 ans	Linéaire
Matériel de bureau et matériel informatique	5 à 10 ans	Linéaire
Mobilier	5 à 10 ans	Linéaire

ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

Etat des dépréciations

	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Sur immobilisations incorporelles					
Sur immobilisations corporelles	137 569	8 438			146 006
Sur titres mises en équivalence					
Sur titres de participation					
Sur autres immobilisations financières					
Sur stocks et en cours					
Sur comptes clients					
Autres provisions pour dépréciation					
TOTAL	137 569	8 438			146 006

- PRÉC. POSTES IMMO., AMORTISSEMENTS ET DÉPRÉCIATIONS -
(Art. 832-2)

Immobilisations - Augmentations de l'exercice

	Ventilation des augmentations				
	Virements		Entrées		
	De poste à poste	Provenant de l'actif circulant	Acquisitions	Apports	Créations
Immobilisations incorporelles					
Concessions et droits similaires			4 756		
Immobilisations corporelles					
Installations techniques, matériels			16 457		
Installations générales, agencements			9 000		
Matériel de bureau et matériel informatique			64 790		
Immobilisations financières					
TOTAL GENERAL			95 003		



ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

Immobilisations - Diminutions de l'exercice

	Ventilation des diminutions				
	Virements		Sorties		
	De poste à poste	À destination de l'actif circulant	Cessions	Scissions	Mises hors service
Immobilisations incorporelles					
Immobilisations corporelles					
Installations techniques, matériels			1 403		
Matériel de bureau et matériel informatique			227		
Immobilisations financières					
TOTAL GENERAL			1 630		

Amortissements - Dotations de l'exercice

Amortissements - Diminutions de l'exercice



ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

- ÉTAT DES ÉCHÉANCES DES CRÉANCES À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE -

(Art. 832-9)

Etat des échéances des créances

	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Autres immobilisations financières	640		640
Autres créances clients	14 934	14 934	
Taxe sur la valeur ajoutée	31 188	31 188	
Divers état et autres collectivités publiques	127 617	127 617	
Débiteurs divers	3 187	3 187	
Charges constatées d'avance	19 696	19 696	
TOTAL	197 263	196 623	640

- CAPITAUX PROPRES -

(Art. 832-11)

SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT ALCOTRA 305.230,65 €

SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VILLA BADIN 398 152 €

Subvention ville de Gap 12 030€
Subvention région PACA 52 872€
Subvention FNADT 142 623€
FEDER 190 627€

SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT USINE BADIN 84 615.00 €

Subvention ville de Gap 4 970€
Subvention région PACA 23 786€
Subvention FNADT 55 859€

SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VILLA & USINE BADIN VIRE AU RESULTAT 576 820,70 €

Subvention S/R Bâti Badin 351 914€
Subvention S/R Alcotra Bâti Badin 211 814€
Subvention S/R Alcotra matériel Badin 13 093€

SUBVENTIONS EQUIPEMENT MATERIEL 254 960,74€

Subvention région 65 681€
Subvention département 13 544€
Subvention DRAC 157 387€
Subvention ville 10 000€
Subvention Carsat 7 526,88€
Subvention AGEFIPH 820,96€

SUBVENTIONS EQUIPEMENT MATERIEL VIREE AU RESULTAT 127 383,22€

SUBVENTIONS BATIBAR 27 385,65 €

SUBVENTIONS BATIBAR VIREE AU RESULTAT 18 028,98€

Subventions ville de GAP : 737 512€
Subventions départementale : 239 961€

ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

Subventions conseil régional : 279 432€
 Subventions DRAC : 562 684€
 Subventions MPMD DRAC : 39 177€
 Subventions diverses : 5 525€
 Subventions SACEM/DRAN compositrice : 25 707€
 Subventions Ateliers : 38 057€
 Subventions excentrées : 14 104€
 Subventions MPMD département : 22 527€

 Total subventions : 1 964 686€

Tableau de variation des capitaux propres

	Montant à l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat de l'exercice N-1	Distribution de dividendes	Augmentation de capital
Capital				
Primes d'émission, de fusion, d'apport				
Ecart de réévaluation				
Ecart d'équivalence				
Réserve légale				
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées				
Autres réserves	130 034	7 976		
Report à nouveau	17 839	5 157		
Résultat de l'exercice	2 819			
Subventions d'investissement	368 688			
Provisions réglementées				
Total des capitaux propres	519 380	2 819		

	Réduction de capital	Résultat de l'exercice	Autres (à préciser)	Montant à la clôture de l'exercice
Capital				
Primes d'émission, de fusion, d'apport				
Ecart de réévaluation				
Ecart d'équivalence				
Réserve légale				
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées				
Autres réserves				138 010
Report à nouveau				12 682
Résultat de l'exercice		6 222		6 222
Subventions d'investissement				348 111
Provisions réglementées				
Total des capitaux propres		6 222		505 025

ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

- PROVISIONS ET PASSIFS ÉVENTUELS -

(Art. 832-13)

Provisions

	Montant à l'ouverture de l'exercice	Augmentations: dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice		Montant à la clôture de l'exercice
			Utilisées	Non-utilisées	
Provisions pour risques					
Autres provisions pour risques	4 165			3 837	328
Provisions pour charges					
Pensions et obligations similaires	29 419	4 446			33 865
Provisions pour engagement des retraites					
TOTAL	33 584	4 446		3 837	34 193

- ÉTAT DES ÉCHÉANCES DES DETTES À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE -

(Art. 832-15)

État des échéances des dettes à la clôture de l'exercice

	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes ets crédit à 1 an maximum à l'origine	35 394	24 826	10 568	
Fournisseurs et comptes rattachés	115 224	115 224		
Personnel et comptes rattachés	119 802	119 802		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	87 590	87 590		
Taxe sur la valeur ajoutée	2 006	2 006		
Autres impôts taxes et assimilés	2 915	2 915		
Autres dettes	1 952	1 952		
Produits constatés d'avance	185 123	185 123		
TOTAL	550 006	539 438	10 568	
Emprunts remboursés en cours d'exercice	24 028			

ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

- PRÉCISIONS RELATIVES À CERTAINS ÉLÉMENTS -

(Art. 832-19)

Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Autres créances	128 130
TOTAL	128 130

Charges à payer

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	25
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	25 447
Dettes fiscales et sociales	154 184
TOTAL	179 656

- HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES -

(Art. 832-20)

1. Honoraires des commissaires aux comptes certifiant les comptes

	Commissaire aux comptes 1	Commissaire aux comptes 2
Honoraires afférents à la certification des comptes	9 646	
TOTAL	9 646	



ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

- ENGAGEMENTS HORS BILAN DONNÉS ET REÇUS -

(Art. 836-I)

Engagements hors bilan	Montant à la clôture de l'exercice
(dont les effets de commerce escomptés non échus)	
Engagements de retraite et avantages similaires	33 865
Autres engagements	
Garantie solidaire ville de Gap	82 677
TOTAL	116 542

Engagement reçu: garantie solidaire ville de Gap sur emprunt de 300K€ à l'origine

Engagement en matière de pensions et retraites

La méthode retenue est la méthode rétrospective des unités de crédit projetées. Elle retient

comme base de salaire, le salaire de fin de carrière et les droits sont calculés à partir de l'ancienneté finale proratisée.

Cette méthode est désignée par la norme comptable IAS n°19 révisée (norme européenne)

et par la norme FAS87 (norme américaine).

Le montant auquel conduit l'utilisation de cette méthode correspond à la notion de dette actuarielle.

Cette méthode consiste à :

- Evaluer les flux futurs probables en se basant sur les hypothèses d'évaluation des rémunérations, les droits exigibles au moment du départ à la retraite et les probabilités de présence dans l'entreprise,
- Actualiser ces flux à la date d'évaluation afin d'obtenir la valeur actuelle probable des flux futurs (VAP),
- Proratiser la valeur actuelle probable des flux futurs afin d'obtenir la dette actuarielle (Valeur actualisée de l'obligation).

Le calcul est effectué salarié par salarié. L'engagement total correspond à la somme des engagements individuels.

Les hypothèses retenues tiennent compte des éléments suivants :

- Un taux d'actualisation de 3.55 %,
- Revalorisation des salaires des Cadres et non cadres : Profil 1 %
- Charges sociales patronales : Non Cadres 26.16% et Cadres 41.49%
- Calcul des droits conventionnels : selon les termes de la convention collective des entreprises artistiques et culturelles
- Un taux de turn over moyen est retenu aussi bien pour les Cadres que pour les non Cadres
- La table de mortalité retenue pour les 2 catégories de personnel correspond à celle de l'INSEE 2022
- L'âge de départ à la retraite est fixé à 60 - 67 ans

Etant exposé les hypothèses retenues, le montant total de l'engagement des indemnités de

fin de carrière s'élève à 39 437 € réparti de la manière suivante :

- Engagement des Non Cadres : 10 892 €
- Engagement des Cadres: 28 544 €

Sur l'exercice 2025, la structure a ajusté la provision destinée à couvrir partiellement cet engagement, pour lui faire atteindre la somme de 33 865 €. Ce montant correspond à l'engagement actualisé relatif aux personnes devant quitter la structure dans les 18 prochaines années.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025